

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité Administrative, Bât A
12, rue de Ciron
81013 ALBI Cedex 09
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 15 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

publié sur 

SECHE ECO SERVICES

Lieu-dit Montplaisir
12110 Viviez

Références :

Code AIOT : 0003703020

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez.

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

Une précédente visite d'inspection a été réalisée le 15 septembre 2025 lors de laquelle aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Toutefois, 2 non-conformités ont été formulées. Celles-ci ont toutes été levées par transmission de justificatifs de l'exploitant à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez
- Code AIOT : 0003703020 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Séché Eco Services est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (rubrique 2760-1) située au lieu-dit "Montplaisir" sur la commune de Viviez (12110).

L'établissement comprend les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets dangereux constituée de 6 casiers hydrauliquement indépendants représentant une capacité totale de 1 370 700 m³ et 2 340 000 t;
- un bassin de stockage des eaux pluviales de 3 300 m³;
- un bassin de stockage des eaux souterraines de 990 m³;

- un bassin de stockage de lixiviats de 600 m³;
- une base vie comportant le laboratoire du site.

Les déchets pouvant être admis sur l'installation de stockage sont les déchets dangereux suivants:

- les déchets issus d'opération de dépollution;
- les sédiments pollués;
- les boues issues du traitement des eaux appelé «THR».

Thèmes de l'inspection : Air, Déchets, Eau de surface, Radioactivité

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la

rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
9	Entretien des abords	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3	
2	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.5	
3	Équipement de détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.6.1	
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 3.3.1	
5	Collecte et gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5	
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.6.6	
7	Registre des refus	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.7	
8	Dossier déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :


Globalement l'inspection a permis de constater une bonne exploitation du site. Ce dernier n'accueille que très peu de déchets dangereux, depuis déjà plusieurs années, au vu de sa capacité de stockage.

Il a été relevé un constat de non-respect de prescriptions lors de cette visite d'inspection :

- N°9: Entretien des abords : Il est demandé à l'exploitant d'entretenir les abords des bassins de lixiviats et d'eaux pluviales avant le 30 avril 2026. Il transmettra à l'inspection des justificatifs de cet entretien.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3	
Thème(s) : Risques chroniques Origine géographique des déchets	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Peuvent être admis sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les déchets en provenance :</p> <ul style="list-style-type: none">- des communes de la communauté de communes « Decazeville Communauté » ;- du département de l'Aveyron et du Lot uniquement pour les sédiments pollués issus de la rivière « Lot ». <p>Dans une logique de proximité et de bassin de vie, la provenance des déchets pourra être élargie à des territoires intercommunaux voisins de la communauté de communes « Decazeville Communauté » sous réserve de l'accord préalable du Préfet, sur la base d'une demande qui lui sera adressée 6 mois au moins avant la réception des déchets.</p>	
<p>Constats :</p> <p>Depuis le début de l'année 2026 il n'y a eu aucun apport de déchets sur le site.</p> <p>Pour l'année 2025, selon les BSD Trackdéchet, il y a eu seulement 411 tonnes de déchets entrants sur le site. Ils proviennent d'AUBIN, dans l'Aveyron par la société RTE RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ. La provenance de ces déchets est conforme à ces prescriptions.</p> <p>Le site accueille très peu de déchets dangereux depuis trois ans (fin de réception des déchets concernant les travaux des jardins de VIVIEZ) au vu de sa capacité de stockage.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.5

Thème(s) : Risques chroniques Déchets interdits

Prescription contrôlée :

Les déchets interdits sont ceux définis à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux :

- tout déchet dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admission correspondants ;
- tout déchet dont la teneur en PCB, tel que défini dans le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001, dépasse 50 ppm en masse ;
- tout déchet liquide ou dont la siccité est inférieure à 30 %, à l'exception des déchets de mercure métallique faisant l'objet d'un stockage spécifique ;
- les déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions fixées à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- tout déchet présentant l'une au moins des caractéristiques suivantes :
 - chaud (température supérieure à 60 °C) ;
 - radioactif, c'est-à-dire qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
 - non pelletable ;
 - pulvérulent non préalablement conditionné ou traité en vue de prévenir une dispersion ;
 - fermentescible ;
 - à risque infectieux tel que défini dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.
- les résidus d'amiante.

Constats :

Nous n'avons pas constaté de déchets interdits sur le site.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Équipement de détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.6.1

Thème(s) : Risques chroniques Équipement de détection de radioactivité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.

L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.

L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.

Une information de l'inspection des installations classées est faite pour toute alarme, et un registre des alarmes est renseigné.

Constats :

L'inspection a constaté l'absence de portique de détection de la radioactivité. L'exploitant utilise un radiamètre portatif pour les apports réalisés afin de contrôler les déchets entrants.

L'utilisation d'un radiamètre permet de détecter la radioactivité, l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 n'impose pas la présence d'un portique de détection de la radioactivité. Un dossier de porter à connaissance a été déposé en 2024 par l'exploitant pour justifier ce choix.

A partir de 2026 l'exploitant utilisera le portique de détection de la radioactivité de l'usine KEREAA de la société SOLENA, situé à proximité.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Constats :

L'exploitant assure une surveillance trimestrielle de la qualité de l'air par l'organisme agréé ATMO. Un rapport annuel, reprenant l'ensemble des surveillances, est transmis à l'exploitant.

Le rapport annuel pour les surveillances faites en 2024, a été transmis à l'inspecteur et n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Le rapport annuel pour les surveillances faites en 2025, lui sera transmis prochainement en mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspecteur le rapport annuel pour les surveillances faites en 2025, au plus tard fin mars 2026.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Collecte et gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques Collecte et gestion des lixiviats

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales tombant sur les casiers en cours d'exploitation (lixiviats) sont évacuées gravitairement depuis des chambres de visite vers un bassin d'une capacité minimale ou d'un volume permettant le stockage d'un mois de production maximale sans être inférieure à 600 m³. Cet ouvrage est réalisé avec un double membranage permettant de visualiser les fuites éventuelles.

Un contrôle de l'étanchéité du bassin est effectué tous les cinq ans.

Constats :

Le bassin de collecte des lixiviats a été réalisé avec deux membranes entre lesquelles est installé un détecteur de fuite.

Le contrôle de l'étanchéité du bassin a été réalisé le 30/10/2024 par la société ARKOGEOS et est conforme.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.6.6

Thème(s) : Risques chroniques Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Une surveillance des eaux de surface est réalisée sur le Riou Mort en amont de la confluence avec le Riou Viou et du centre de stockage (RM0) et en aval du rejet des effluents provenant du stockage de Montplaisir et avant la confluence avec le Riou Viou (RM1).

Les deux points de mesure RM0 et RM1 situés respectivement en amont et en aval du cours d'eau Riou Mort sont mentionnés sur le plan joint en ANNEXE V.

Les paramètres analysés, pH, conductivité, O₂ dissous, MES, Cd, Zn, Pb, As, Sb, Co, Cu, Ba, Mn, Cr et Ni sont réalisés mensuellement sur un échantillon moyen journalier asservi au temps.

Des bryophytes ou toutes espèce ayant la capacité à capter des polluants métalliques présents dans les cours d'eau sont mis en place au niveau des points RM0 et RM1 et les métaux lourds (As, Cd, Pb, Zn, Co, Cu, Mn, Ba, Ni, Cr) sont analysés trimestriellement.

Constats :

Les différentes substances sont surveillées conformément à cette prescription et sont saisies sous le logiciel GIDAF.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Registre des refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.7	
Thème(s) :	Risques chroniques Registre des refus
Prescription contrôlée : L'exploitant consigne sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des déchets non admis dans l'installation de stockage et les raisons du refus.	
Constats : L'exploitant dispose d'un registre conforme à cette prescription. Pour les déchets entrés sur le site en 2025, aucun déchet n'a été refusé.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 8 : Dossier déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8

Thème(s) : Risques chroniques Dossier déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient, pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que toutes les analyses et contrôles effectués avant la délivrance du certificat d'acceptation préalable ;
- le résultat des contrôles visés à l'article 5.1.3 ;
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu.

Constats :

Un dossier est tenu pour chaque déchet autorisé contenant ces 3 éléments.

L'inspecteur a pu vérifier ce dossier pour les déchets rentrés sur le site en 2025 : fiche d'identification initiale, résultats d'analyses et contrôles, pas d'observation sur les déchets.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 9 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6		
Thème(s) : Risques chroniques Entretien des abords		
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un débroussaillage régulier : <ul style="list-style-type: none">- des abords de son site sur une profondeur de 50 mètres ;- des bordures des voies de circulation sur une largeur de 2 mètres.		
Constats : Suite à la précédente inspection l'entretien des abords et des voies de circulation a été réalisé en décembre 2025. Les justificatifs ont été transmis à l'inspection. Lors de la présente inspection, l'inspecteur constate la présence d'arbustes et de ronces à proximité du bassin de lixiviats et d'arbustes à proximité du bassin d'eaux pluviales.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'entretenir les abords du bassin de lixiviats et d'eaux pluviales avant le 30 avril 2026. Il transmettra à l'inspection des justificatifs de cet entretien.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites :		Demande d'action corrective
Proposition de délais :		2 Mois

N° 9 Entretien des abords



20260225_110447.jpg